

Une industrie forte, pour les emplois et les salaires

FO

www.force-ouvriere.fr

En janvier 2010 et dans la continuité de ses actions permanentes pour la défense de l'industrie, FO a écrit au gouvernement pour lui préciser ses revendications générales pour les emplois, les sa-

laires et la production dans l'industrie. Ces revendications complètent et renforcent celles portées par les structures FO dans les branches, les départements et les entreprises.

Trente ans sans stratégie industrielle publique, 600 000 emplois industriels détruits en dix ans, des délocalisations continues, des aides publiques saupoudrées aux entreprises sans contrepartie,...

STOP à la désindustrialisation!

Pour FO, une politique industrielle nationale (du ressort et de la responsabilité exclusive des pouvoirs publics) ambitieuse s'impose et doit :

- Réaffirmer la légitimité de l'intervention publique pour l'industrie ;
- Défendre, valoriser et développer l'emploi, les salaires, les conditions et les moyens de travail dans l'industrie ;
- Combattre les délocalisations, les externalisations et stopper cette course infernale du dumping social et fiscal ;
- Promouvoir des politiques publiques sectorielles, en lien avec les filières industrielles, dans le respect des branches professionnelles.

FO revendique

■ Création d'une banque nationale publique pour l'industrie:

+ Evaluer, mettre en cohérence puis coordonner l'ensemble des structures financières et des aides publiques bénéficiant aux entreprises

+ Obtenir de la part des industriels bénéficiant d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales des engagements sur le maintien et le développement de l'emploi sur notre territoire et sur des augmentations salariales.

+ Ces dispositifs publics doivent soutenir l'activité industrielle de proximité et surtout permettre le développement, l'industrialisation (ingénierie, process, prototypes, mise en œuvre, brevets) et la production sur le territoire national une fois la recherche et l'innovation identifiées en amont.

+ Recourir à des grands projets publics (rôle moteur d'impulsion pour l'innovation / faire connaître et valoriser l'industrie française au niveau national comme à l'international / préserver l'emploi et accroître la technicité / s'inscrire dans une trajectoire de développement durable) : aéronautique, chantiers navals, infrastructures, énergie,...

+ Permettre un meilleur accès aux crédits bancaires et aux financements pour l'investissement productif industriel, pour l'emploi (et les revalorisations salariales) dans l'industrie / participer à la restructuration des sites fragilisés

**Pour la CGT Force Ouvrière, défendre l'industrie
c'est défendre l'emploi, les salaires, les conditions de travail**

/ prévenir les faillites d'entreprises / intervenir auprès de toutes les entreprises concernées (y compris sous-traitants de tous niveaux de rangs)

■ **Assurer aux services publics territoriaux de l'État, les moyens nécessaires** pour réaliser les contrôles (inspection du travail, utilisation des aides publiques), aider les salariés et créer un guichet unique pour les entreprises en lien avec la banque nationale publique pour l'industrie.

■ **Refonder, par la négociation, les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants.**

Il s'agit à la fois de mieux armer les entreprises sous-traitantes dans leurs rapports avec les groupes donneurs d'ordres et de protéger les salariés et leurs droits d'une logique d'externalisation reportant les aléas, donc la précarité, sur l'emploi, les conditions de travail et les salaires.

l'allocation de solidarité intergénérationnelle (ASI) dans les TPI et PMI. Celle-ci doit permettre de maintenir la rémunération d'un salarié sénior assurant comme tuteur à temps partiel la transmission de sa compétence à un jeune embauché en CDI.

■ **Engager une réforme globale de la fiscalité visant des objectifs de meilleure redistribution:**

+ Moduler l'Impôt sur les Sociétés pour favoriser les investissements productifs; taxer les bénéficiaires non réinvestis (une taxe de 5% rapporterait 5 milliards d'euros par an!) ainsi que la spéculation immobilière et financière;

+ réformer la fiscalité des LBO (rachats d'entreprise par « effets de levier ») pour en supprimer les avantages fiscaux;

+ taxer durablement les profits bancaires.

Pour la CGT Force Ouvrière, défendre l'industrie c'est défendre l'emploi, les salaires, les conditions de travail

■ **Dans le respect des négociations de branches, renforcer les filières industrielles,** de la conception au recyclage, sans laisser aucun secteur industriel de côté afin de ne pas pénaliser les salariés des différentes entreprises et dans l'objectif du développement et de la création d'emplois.

■ **Nécessité d'un investissement important dans la formation initiale et continue, les conditions et les moyens de travail, l'hygiène et la sécurité, la prise en compte de la pénibilité des emplois.**

Pour FO il faut agir pour développer l'attractivité des métiers de l'industrie. Cela demande en parallèle, bien sûr, une revalorisation générale des salaires. Face à la crise et à la nécessité de préserver les compétences tout en intégrant les jeunes dans les meilleures conditions, il faut sans tarder expérimenter

L'avenir de notre développement économique doit passer par une véritable politique industrielle nationale permettant:

- la sauvegarde et le développement de l'emploi,
- de véritables augmentations générales des salaires,
- un conditionnement des aides publiques et des exonérations de cotisations.

FO
www.force-ouvriere.fr